

**ROYAUME DU MAROC**  
**MINISTERE DE L'INTERIEUR**  
**DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES**  
**DEA-DRSC**

**30/2020/A**

**ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE A L'ELABORATION D'UNE CARTOGRAPHIE NATIONALE**  
**D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE**

**TERMES DE REFERENCE**

## SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE.....	3
2. CONTEXTE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE .....	3
3. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'IC .....	3
4. LIVRABLES.....	6
5. MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR L'EXECUTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE .....	6
6. DUREE DES PRESTATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE.....	7
7. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE .....	7
8. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUEE .....	7
9. OBLIGATIONS DE L'INGENIEUR CONSEIL.....	7
10. MODALITES DE PAIEMENT .....	8
11. RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE .....	8
12. VALIDITE – DUREE .....	8
13. CONFIDENTIALITE .....	8
14. REGLEMENT DES DIFFERENDS - RESILIATION.....	8
15. BORDEREAU DES PRIX FORFAITAIRE .....	9

## 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet la mise en place d'une assistance technique relative à l'élaboration d'une cartographie nationale d'assainissement liquide.

Il est lancé par Redal (Maitre d'Ouvrage Déléguée) pour le compte du Ministère de l'Intérieur (Maitre d'Ouvrage) - Direction de l'Eau et d'Assainissement (DEA) et Direction des Régies et Services Concédés du Ministère de l'Intérieur.

L'Ingénieur Conseil mettra à la disposition du Maître d'Ouvrage son savoir-faire et son expérience en matière d'assistance technique dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement notamment les prestations d'études, d'expertise, d'évaluation, d'organisation et de gestion et suivi des projets.

## 2. CONTEXTE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour assurer un meilleur accompagnement des collectivités territoriales dans le domaine de l'assainissement liquide, à travers la mise en œuvre des projets d'assainissement liquide inscrits dans le cadre du Programme National d'Assainissement Liquide Mutualisé et de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (PNAM), cette assistance technique vise principalement à assister le maître d'ouvrage (Direction DEA-DRSC) pour :

- i. Dresser une situation globale de l'assainissement liquide et de réutilisation des eaux usées traitées par commune ;
- ii. Le suivi du secteur de l'assainissement liquide à l'échelle nationale à travers des indicateurs de performance ;
- iii. L'élaboration d'une cartographie nationale d'assainissement liquide, permettant le suivi de la situation du secteur de l'assainissement liquide au niveau des villes et centres, de la commune, la province et la région
- iv. Etc....

## 3. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'IC

Au début de son intervention, le titulaire de cette assistance (Ingénieur Conseil "I.C") doit prendre connaissance des différentes missions et actions à mener dans le cadre de cette assistance et procédera à l'élaboration d'une note méthodologique, décrivant l'approche globale de l'exécution des prestations et de déroulement des missions et le planning général d'exécution. Cette note doit être soumise au maître d'ouvrage pour validation.

Pour l'exécution de cette assistance, les prestations sont scindées en trois missions :

### **Mission 1 : Elaboration de la situation de l'assainissement liquide des villes et centres urbains et chefs-lieux des communes.**

Dans le cadre de cette première mission et sur la base des rapports, des études et des données disponibles au niveau des opérateurs ou du maître d'ouvrage et d'autres Départements et opérateurs concernés, ou éventuellement sur la base du constat de l'IC, ce dernier sera amené à élaborer **pour chaque ville et centre urbain et chef-lieu de commune** un rapport décrivant :

1. **Les données générales** (situation administrative, urbanistique, économique, gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement liquide, ...etc) ;

2. **la situation de l'ensemble des systèmes d'assainissement liquide** et des infrastructures existantes par opérateur en présentant à titre indicatif les points suivants :
  - Définition de la zone d'action de chaque opérateur (superficie, nombre d'abonnés à l'eau potable et à l'assainissement liquide, débit des eaux usées, ...) ;
  - Description générale du système d'assainissement liquide existant et des spécifications techniques des différentes composantes (réseaux des eaux usées, réseau des eaux pluviales, stations de pompages et conduite de refoulement, STEP, Boues, Réutilisation, ...) ;
  - Les projets d'investissements réalisés par composante (réseaux, DTEP, SP, Réutilisation....) et leur financement et dates de réalisation ;
  - Les indicateurs de performances par opérateur (taux de raccordement, taux de dépollution, volume des eaux usées traitées, volume des eaux usées réutilisés, volume des boues produites, ...etc) ;
  - Les indicateurs de performances économiques et financiers (tarifs, redevances, participations, chiffre d'affaire, charges d'exploitation, coûts moyen d'exploitations STEP et réseaux ... etc) ;
3. **Les contraintes et les problèmes rencontrés notamment :**
  - Enchevêtrement entre opérateurs,
  - Zones et quartiers non équipés, non assainis ou non raccordés,
  - Rejets des eaux usées non traités,
  - Problèmes des nuisances et des odeurs (STEP, Réseaux, stations pompages....),
  - Points noirs (inondations, rejets,...),
  - Pollution industrielle,
  - Système d'épuration non adapté,
  - Problèmes de traitement et d'évacuation des boues,
  - Dysfonctionnement des installations,
  - Problème d'exploitation d'entretien et de maintenance des ouvrages et installations,
  - Sous ou surdimensionnement des installations notamment STEP's,
  - Problèmes du foncier,
  - Problème des financements
  - Retard dans la réalisation des travaux programmés,
  - Absence de schéma directeur,
  - Etc.....
4. **Les actions en cours et programmées :**
  - Schéma directeur ou études sectorielles réalisés (description des solutions, des procédés de traitement et des systèmes d'assainissement retenues et présentation du programme d'investissement et de son plan de financement.....),
  - Actions en cours engagées par les opérateurs pour résoudre les problèmes et les dysfonctionnements relevés en précisant l'état d'avancement des projets,
  - Actions programmées en précisant la description des projets, leurs coûts, financements et délais de réalisation.

5. **Les recommandations et les solutions préconisées par l'IC** pour résoudre les dysfonctionnements et les problèmes environnementaux constatés et apporter des solutions et améliorations des systèmes d'assainissement liquide notamment au niveau des installations de traitement et de pompage et tenant compte de l'objectif de la réutilisation des eaux usées.

### **Mission 2 : Evaluation de la situation d'assainissement liquide sur place**

A la demande du maître d'ouvrage l'IC sera amené à effectuer des visites des chantiers, des ouvrages et des installations existantes et réaliser des missions d'évaluation de la situation d'assainissement liquide au niveau des communes. Cette mission aura comme objectifs de vérifier l'Etat d'avancement des projets importants, de déceler les insuffisances en matière d'exploitation et les dysfonctionnements éventuelles des ouvrages et installations de collecte et d'épuration. Elle permettra également de proposer des solutions et améliorations du système d'assainissement liquide. Une moyenne de 3 visites par mois est prévue.

### **Mission 3 : L'élaboration d'une cartographie nationale du secteur d'assainissement liquide.**

L'IC est tenue d'établir une cartographie nationale du secteur d'assainissement liquide, permettant le suivi de la situation du secteur au niveau des villes et centres par province et par région.

Cette mission consiste en :

- L'élaboration d'une base de données cartographiée du service d'assainissement liquide permettant aux utilisateurs de consulter, partager, diffuser et mettre à jour les principaux données et indicateurs du secteur de l'assainissement liquide par commune et consolidés au niveau de la province , de la région et national.
- A titre indicatif ces données et indicateurs sont :
- Opérateurs du service et date de prise en charge,
  - Volume annuel global des eaux usées produit,
  - Linéaire global et type des réseaux (primaire, secondaire et tertiaire),
  - Nombre de stations de pompes et puissance globale,
  - Stations d'épurations (procédé, capacité, date réalisation, rendement épuratoire, potentiel réutilisation,.....)
  - Taux de raccordement,
  - Taux dépollution,
  - Volume annuelle d'eaux usées réutilisées et différents usage,
  - Différents données tarifaires et financiers,
  - Etc....
  - La structuration de la base de données dans un logiciel de système d'information tout en assurant une liaison dynamique avec les outils développés à la DEA ;
  - L'élaboration d'un portail Web d'accès et de consultation de données en ligne ;
  - L'établissement d'un manuel de procédures et de formation pour les utilisateurs.

Cette mission permettra au maître d'ouvrage de faire ressortir des fiches et indicateurs de la situation du secteur par commune, par province, par région et au niveau national.

#### 4. LIVRABLES

L'IC établira les rapports suivants à soumettre au maître d'ouvrage pour validation :

- ✓ Rapport de démarrage incluant la méthodologie de mise en œuvre, le planning général d'exécution et les ressources mobilisées pour cette assistance technique.
- ✓ Rapport mensuel décrivant pour chaque mission, les prestations réalisées par l'IC au cours du mois précédent.
- ✓ Rapports annuels présentant pour chaque mission :
  - une synthèse des prestations réalisées par l'IC pour chaque mission ;
  - la situation du secteur d'assainissement liquide au niveau provincial, régional et national en faisant ressortir l'état des lieux, les réalisations, les indicateurs du secteur, les contraintes et dysfonctionnements relevés, les actions en cours et programmées et les recommandations et améliorations de l'IC.
- ✓ Rapports des visites de terrains effectués par l'IC avec photos ;
- ✓ Rapport définitif, présentant une synthèse des activités réalisées par l'IC durant toute la période de l'assistance technique.

Tous les rapports sont à fournir en trois (03) exemplaires en plus d'un support informatique exploitable.

Ces rapports, en édition provisoire, seront soumis à l'appréciation du maître d'ouvrage. L'IC tiendra compte de l'ensemble des remarques et observations formulées par le maître d'ouvrage pour produire les rapports définitifs.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze (15) jours ouvrables pour examiner les rapports produits par l'IC et émettre ses remarques et modifications. Les délais fixés pour l'examen des rapports ne sont pas pris en compte dans le délai d'exécution du marché.

Le délai de remise des rapports définitifs est de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de remise par le maître d'ouvrage des remarques à l'IC.

Les livrables établis par l'IC dans le cadre de cette assistance technique deviendront propriété exclusive du maître d'ouvrage.

En cas d'utilisation par l'IC d'un droit de licence, celui-ci est censé en avoir reçu l'autorisation écrite de son détenteur. En cas de litige à ce sujet, le maître d'ouvrage ne sera en aucun cas concerné, l'IC devant supporter les conséquences pouvant en découler.

#### 5. MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR L'EXECUTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

L'IC s'engage à affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations dans les meilleures conditions et dans les délais impartis.

L'IC doit s'engager à affecter à la réalisation des prestations, une équipe du projet ayant une bonne expérience dans le domaine d'hydraulique en général et d'eau potable et d'assainissement liquide en particulier. Cette équipe se compose au minimum de :

- ✓ Un (1) ingénieur d'état de profil hydraulicien, Coordinateur du projet, d'au minimum 15 ans d'expérience dans les domaines des études et suivi des travaux d'assainissement liquide, de traitement et de réutilisation des eaux usées. **(05 jours par mois pendant toute la durée de l'étude)**
- ✓ Deux (2) ingénieurs d'état de profil hydraulicien, d'au moins 10 ans d'expérience dans les domaines des études d'assainissement liquide et d'épuration et le suivi des

travaux d'assainissement liquide. **(Durée d'intervention minimale de 22 mois sur la période de l'étude)**

- ✓ Un (1) profil informaticien (Bac+5), d'au moins 10 ans d'expérience. **(Durée d'intervention minimale de 4 mois sur la période de l'étude)**
- ✓ Six (06) techniciens d'au moins 10 ans d'expérience chacun, pour le traitement des données des prestations prévues dans cette assistance technique. **(Durée d'intervention totale cumulée minimale de 24 mois sur la période de l'étude, sans présence permanente)**

L'ingénieur Coordonnateur du projet, les trois ingénieurs hydrauliciens et six techniciens seront affectés pendant toute la durée du marché, pour l'exécution des prestations de l'assistance technique.

Dans cette configuration, deux équipes de projets sont à former. Chacune constituée d'un (01) ingénieur et trois (03) techniciens, et chaque équipe prendra en charge six (06) régions.

Les outils du travail (Ordinateur, imprimante, logiciels, photocopie et fourniture de bureau, moyens de déplacement et frais de séjour) sont à la charge de l'IC.

## 6. DUREE DES PRESTATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

La durée globale de l'assistance technique est fixée à **24 mois** à partir de la date de notification de l'ordre de service de commencement des prestations.

## 7. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage fournit à l'Ingénieur Conseil tous les documents et informations qu'il a à sa disposition, elle lui prête le concours que l'Ingénieur Conseil peut raisonnablement demander en vue de l'acquittement de ses obligations en vertu du présent marché.

L'IC devra prendre toutes les dispositions pour compléter ces informations auprès des établissements et organismes concernés.

## 8. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUEE

Le Maître d'Ouvrage Déléguee s'engage d'acquitter les décomptes provisoires et définitifs établis par le prestataire dès leur validation et réception de la part du Maître d'Ouvrage.

## 9. OBLIGATIONS DE L'INGENIEUR CONSEIL

L'IC s'engage à exécuter ses prestations et devra faire intervenir les experts qu'il aura proposés dans son offre technique. Toutefois, en cas de force majeure dûment justifiée, il devra proposer en remplacement, des experts de qualification et d'expérience au moins équivalentes et après accord de la DEA.

L'IC appréciera sous sa responsabilité l'étendue et la consistance des diligences à accomplir, compte tenu des objectifs assignés à cette assistance. Toutefois, tout au long des Missions et préalablement à la réception définitive des rapports, la DEA se réserve le droit de faire procéder à la revue des diligences menées par l'IC ainsi que des dossiers et documents de travail par tout mandataire que celui-ci désignera.

En conséquence, quel que soit le résultat de ses investigations, l'IC demeure responsable vis-à-vis de la DEA pour l'avis et les conclusions qu'il formule.

#### **10. MODALITES DE PAIEMENT**

Les paiements sont effectués, après validation des situations et des rapports trimestriels par la DEA-DRSC.

Les paiements seront effectués en huit (8) forfaits trimestriels.

Le forfait sera calculé sur la base de 90% de la proposition forfaitaire globale de l'IC.

Les 10% seront versés après validation du MO du rapport global définitif de l'étude.

Redal réglera à l'IC les montants des prestations exécutées dans un délai maximum de 30 jours fin mois, après présentation des factures correspondantes validées par le Maître d'Ouvrage.

#### **11. RECEPTION DE L'ETUDE**

Les réceptions définitives seront prononcées par le maître d'ouvrage à l'achèvement des missions objet de cette assistance.

#### **12. VALIDITE – DUREE**

Le présent marché n'est valable et exécutoire qu'après sa signature par les deux parties.

#### **13. CONFIDENTIALITE**

Pendant toute la durée de réalisation de la mission et pendant la période qui suivra sa réalisation, l'IC est tenue de respecter une stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, pour toutes informations relatives à la mission ou collectées à son occasion (aucune reproduction ou diffusion des rapports de mission n'est admise).

#### **14. REGLEMENT DES DIFFERENDS - RESILIATION**

Tout litige ou différend survenu lors de l'exécution du présent marché ou relatif à ce marché, et qui ne peut être réglé à l'amiable entre les deux parties, est réglé définitivement conformément aux lois en vigueur.

En cas de résiliation du marché, l'IC ne peut prétendre à aucun paiement à l'exception des paiements relatifs aux services rendus de façon satisfaisante, aux dépenses engagées dans le cadre du marché avant la date de la dite résiliation, aux dépenses engagées et d'une façon ordonnée en vue de mettre fin à la prestation des services dans les meilleurs délais.



### 15. BORDEREAU DES PRIX FORFAITAIRE

N° du prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire forfaitaire mensuel en DH HT	Prix total forfaitaire en DH HT
1	<b>Mission 1 :</b> Etablissement de la situation de l'assainissement liquide des villes, centres urbains et chef-lieu de communes	Forfait	1		
2	<b>Mission 2 :</b> Evaluation de la situation d'assainissement liquide sur place	Forfait	1		
3	<b>Mission 3 :</b> Etablissement de la cartographie nationale du secteur d'assainissement liquide	Forfait	1		
<b>Total DH HTVA</b>					
<b>TVA (20%)</b>					
<b>Total DH TTC</b>					

L'IC fournira une décomposition des forfaits dans son offre financière.